



CONSEIL GENERAL

Législature 2020 – 2024
3^{ème} séance

**PROCES VERBAL DE LA SEANCE
DU CONSEIL GENERAL DE LA COMMUNE D'HAUTERIVE
du 27 septembre 2021 à 19h30 au Bâtiment des Services Publics**

ORDRE DU JOUR

1. Bienvenue et appel
2. Présentation travaux de rénovation du Temple
3. Procès-verbal n°2 du 31 mai 2021
4. Présentation PGEE & RC5
5. Nomination du bureau – président-e, vice-président-e, secrétaire pour la période 2021-2022, dès le 1^{er} juillet 2021
6. Nomination d'un membre à la Commission financière en remplacement de Mme Véronique Gobet, démissionnaire
7. Nomination d'un membre à la Commission de fusions en remplacement de Mme Véronique Gobet, démissionnaire
8. Nomination d'un membre à la Commission de fusions en remplacement de Mme Sandrine Muriset, démissionnaire
9. Rapport du Conseil communal au Conseil général à l'appui d'une demande de crédit pour l'étude d'un plan général d'alimentation en eau
10. Rapport des commissions de fusion et arrêté
11. Information Cité de l'énergie
12. Communications du Conseil communal
13. Questions et divers

1. Bienvenue et appel

Mme Sandrine Muriset, présidente du CG souhaite la bienvenue à l'assemblée, ainsi qu'à la presse. Elle rappelle les mesures liées à l'obligation du maintien du port du masque pour tous durant la durée de l'assemblée, à l'exception des personnes lors d'intervention ou de présentation.

M. Yves Tillé procède à l'appel :

Présents : 29

Excusés : 3

Suppléants : 1 (Mme Lorena Villena Egas Sagne en remplacement de M. Nabil Ouerhani)

Majorité : 15

M. Sandrine Muriset souhaite également la bienvenue à M. Laurent Ramsbacher nouveau conseiller général et passe la parole à M. Liechti pour l'introduction du point suivant de l'ordre du jour. Elle précise qu'il s'agit d'une présentation et qu'il n'y aura pas de prise de position de la part du Conseil général à ce sujet.

M. Alain Gerber, CC indique que le Conseil communal a souhaité qu'une présentation technique soit faite pour les travaux de rénovation du Temple ainsi que pour le PGEE et la RC5 avant les demandes de crédit prévus au prochain Conseil général de décembre. L'assemblée pourra profiter de poser les questions aux techniciens présents.

2. Présentation travaux de rénovation du Temple

M. Silas Liechti (architecte HES) représentant du bureau MSBR, La Chaux-de-Fonds accompagné de **M. Pierre Minder** (architecte EPLF) effectue la présentation sur écran des futurs travaux du Temple de Saint-Blaise.

Suite à la présentation les questions suivantes sont relevées :

M. Pascal Brander demande si les techniciens ont été accompagnés par l'OPMS (office du patrimoine des monuments et sites). **M. Silas Liechti** informe qu'ils sont accompagnés dans leurs démarches de M. Bujard et Mme Hippenmeyer de l'OPMS.

M. Yves Tillé souhaite savoir s'il y a un budget : **M. Silas Liechti** indique que le budget est de CHF 3'000'000.-

M. Alain Gerber, CC précise que dans les 3 millions de travaux de rénovation, il y a CHF 600'000.- de réserve pour moitié entre les communes de Saint-Blaise et Hauterive. Et une subvention de CHF 600'000.- cantonale, fédérale, d'une de l'ECAP pour la protection incendie. Le budget réel sera voté au mois de décembre. C'est env. 1 million pour la commune, mais la demande de crédit doit se faire sur la totalité.

Mme Villena Egas Sagne demande combien de temps vont durer les travaux ? **M. Silas Liechti** indique que la durée est estimée à 2 ans. Durant une année, le temple sera fermé au public lors des travaux intérieurs.

M. Pascal Brander demande si le bureau s'est inspiré de la rénovation de la Collégiale (chauffage, assainissement des murs, remontée d'eau par capillarité). Une prise de contact a-t-elle eu lieu avec les personnes qui ont géré la rénovation ? **M. Pierre Minder** précise qu'ils connaissent l'atelier Gürtner qui travaille sur l'édifice de la collégiale. Ils sont allés voir les travaux sur place. Pour le chauffage, à la Collégiale, il y aura deux systèmes de chauffage, au sol et par ventilation. Ces deux systèmes seront proposés pour le

temple pour que la température intérieure monte plus rapidement. Ils bénéficient des conseils de l'OPMS qui suit de très près les travaux de la Collégiale.

Mme Michèle Gillard demande quel a été le choix des stratégies à entreprendre pour décider des travaux et y-a-t-il eu des priorisations des tâches à effectuer. Y-a-t-il des choses qui posent problèmes et qui n'ont pas été présentées. **M. Silas Liechti** indique qu'il s'agit d'un projet global. Un point n'est pas encore réglé à ce jour, c'est comment fournir l'eau chaude pour le chauffage. Ce point est actuellement en cours d'études à la Commune de Saint-Blaise. Les travaux à l'intérieur qui dépendent du chauffage risquent d'être décalés d'une année ou deux. Tout le reste des travaux est prévu d'être réalisé à la suite. Le bâtiment doit être aux normes, selon les exigences dictées par l'OPMS.

M. Laurent Ramsbacher demande une précision sur la modification qui a été apportée pour pouvoir faire d'autres activités que les activités religieuses, il souhaite savoir quel genre d'activités et qu'est-ce qui est proposé. **M. Silas Liechti** indique qu'il y a la possibilité de mettre les projecteurs sur pied et, à futur, d'avoir des fixations sur place. Avoir un beamer fixe avec un écran motorisé. Il y a aussi la possibilité d'installer une sono et d'avoir tout un système pour gérer le tout avec une tablette facilement utilisable par tout le monde.

M. Andreas Britz demande une précision quant à l'ajout de l'avant-toit sur l'entrée du portail. Il y a le traité de Venise qui règle des rénovations d'anciens bâtiments. Ici on parle d'un bâtiment de 1519, comment respectez-vous ce traité ? **M. Silas Liechti** indique que l'auvent existait déjà à l'époque. Il s'inspire d'autres auvents qui existent dans les alentours.

M. Pascal Brander demande dans quel état est le mobilier intérieur ? Doit-il être également assaini ? **M. Silas Liechti** précise que les bancs et la chaire sont en bon état et nécessitent un nettoyage et une petite restauration. **M. Pascal Brander** demande si dans le budget de CHF 3'000'000.-, est compris tous les cfc et les honoraires. **M. Silas Liechti** répond que tout est compris.

M. Alain Gerber, CC précise que le détail du budget sera dans le rapport final qui sera présenté en décembre.

M. Lorena Villena Egas Sagne demande si la chaussée et les alentours seront rénovés. **M. Silas Liechti** indique qu'il est prévu d'enlever l'enrobé et que le bureau Urbaplan, qui s'occupe déjà du centre du village, est en charge de l'étude de l'esplanade.

M. Gabriel Krähenbühl demande quelle est la marge de manœuvre aujourd'hui et que se passerait-il si nous n'arrivions pas à valider le crédit nécessaire ? **M. Silas Liechti** indique qu'ils ont une grande marge de manœuvre et que si rien n'est fait au niveau des travaux, le bâtiment serait mis en péril et deviendrait dangereux.

M. Alain Gerber précise que les premières réflexions datent de plus de 20 ans et que si le beffroi et le clocher ne sont pas rénovés, ils risquent de tomber et l'on va au-devant de grosses complications. Les problèmes actuels vont aller de mal en pis si on ne fait rien.

Mme Sandrine Muriset, remercie **MM. Silas Liechti et Pierre Minder** pour la présentation.

3. Présentation du PGEE & RC5

M. Alain Gerber, CC précise que la route cantonale RC5 déjà à 50 km/h est actuellement dans un très mauvais état. Le canton de Neuchâtel a décidé de prévoir son réaménagement dans les investissements pour les années à venir. Hauterive est touché en ce qui concerne les trottoirs et piste cyclable qui appartiennent à la commune et doit donc les financer. Etant donné que la route doit être refaite et que les collectivités publiques ont l'obligation de mettre en place le système séparatif, nous profitons de cette réfection de route pour effectuer par la même occasion le PGEE, d'où les deux projets présentés ce soir. Il laisse la parole à M. Flückiger du SPCH et M. Antonio Quesada du bureau Mauler SA.

M. Flückiger, représentant du SPCH (Service des Ponts et Chaussée) effectue la présentation sur écran de la RC5

M. Antonio Quesada, du bureau Mauler, effectue à son tour la présentation du PGEE :

Suite aux présentations les questions suivantes sont relevées :

Mme Corinne Becker Vermeulen demande une précision quant à la fluidité du trafic par rapport au bus. Elle pense au contraire, qu'avec la modification de circulation, la fluidité en sera altérée. **M. Flückiger** indique qu'une étude du bureau CITEC (spécialisé dans les transports) a été faite. En matière de fluidité, lors d'arrêts du bus, les chauffeurs n'ont plus à regarder lorsqu'ils sortent de l'arrêt de bus et éviter un danger de dépassement, ils peuvent repartir rapidement. De ce fait, la fluidité est très intéressante. Un autre objectif dans le fait de « bloquer » les voitures derrière le bus, c'est que les personnes utilisent l'axe de transit qui est sous la ville de Neuchâtel et non pas la RC5. Une bonne partie du volume de circulation est du transit

M. Olivier Favre trouve le projet intéressant mais estime que le fait de bloquer les voitures derrière les bus sera un problème de fluidité, il a l'exemple de Peseux, qui en fin de journée a une circulation entravée. N'y a-t-il pas une autre solution pour la circulation et une possibilité de dépasser les bus lors de l'arrêt. **M. Flückiger** répond qu'il y aurait la possibilité d'une version à choix tout en considérant le risque que vous voulez faire prendre aux piétons. Si on laisse les véhicules dépasser les bus, les passages piétons doivent être décalés sur un tronçon à 50 km/h, à 60m de l'arrêt de bus, pour garantir une visibilité. Ce qui implique que la plupart des piétons ne prendront plus les passages pour piétons. C'est aussi un élément à prendre en compte. **M. Olivier Favre** demande si ce n'est pas le cas actuellement à Neuchâtel. **M. Flückiger** indique que la ville de Neuchâtel a effectué les modifications il y a une quinzaine d'années et que les normes ont changé. Actuellement nous devons garantir 55 mètres de visibilité pour les automobilistes, en admettant que les piétons sont à 1 m en retrait de la route.

M. Patrick Christinat fait remarquer qu'à l'heure actuelle, au moins 1 fois par jour, les tunnels sont fermés, ce qui génère des complications qui actuellement sont insolubles. A-t-il été envisagé une tranchée semi-ouverte (voie basse pour les automobilistes et la voie haute uniquement aux mobilités douce). **M. Flückiger** indique qu'une solution semi-couverte n'a pas été étudiée uniquement pour des raisons financières. Il faut se rendre compte que si nous désirions construire dans ce secteur, une tranchée semi-couverte avec mobilité douce en surface, il y a des déplacements de réseaux qui doivent se faire dans certains cas, créer des ouvrages et c'est juste impensable financièrement.

M. Andreas Britz souhaite une précision quant à la distance de 50 mètres de visibilité pour les piétons. Les passages piétons se trouvent derrière le bus (selon schéma présenté), et il trouve qu'il y a la possibilité pour les automobilistes de dépasser. Il demande s'il est prévu des places de parcs. Actuellement la Commune manque de places de parcs et pas mal de difficultés en résultent. **M. Flückiger** donne les réponses

selon les schémas présentés sur écran. En ce qui concerne les places de parcs, il précise que c'est une discussion communale mais ce n'est pas au canton de fournir les places de parcs pour des immeubles privés. Pas de places de parcs prévues sur le parcours.

M. Alain Gerber, CC précise que c'est un projet d'agglomération. Relier l'agglomération de Neuchâtel, Hauterive et Saint-Blaise pour avoir une vision globale et pouvoir augmenter la qualité de vie des riverains. La majorité des membres de l'assemblée habite le haut du village et ne se rend pas compte de la forte circulation sur la RC5. L'idée du projet est d'augmenter la qualité de vie des habitants du bas du village et il faut penser que la politique fédérale et cantonale actuelle est de diminuer les voitures. Le nombre de places de parcs, lorsque l'on construit des immeubles, a été diminué par appartement. Par contre, le nombre de places de vélos a énormément augmenté.

M. Samuel Vermeulen demande une précision quant à la sécurité au passage piétons. Pour les autres arrêts de bus qui n'ont pas de passage piétons, les automobilistes sont-ils également bloqués derrière le bus. **M. Flückiger** précise qu'il y aura des passages pour piétons à tous les arrêts de bus.

M. David Wintgens pense aux habitants de la rue et rappelle à l'assemblée que la demande de passer la route à 50 km/h était une motion socialiste. Il demande si l'on arrive à chiffrer l'impact du bruit et le fait de planter des arbres s'oppose-t-il à une demande de subvention pour les infiltrations d'eau. Il pense qu'il faut qu'il y ait plus d'arbres possibles pour diminuer la température, le bruit, etc. **M. Flückiger** indique que ce qui est visé en terme de bruit est une diminution de 4 décibels. Cela paraît faible mais on estime qu'à partir de 4 décibels, ceci représente en sensation, la moitié de véhicule en moins. En passant la route de 60 à 50 km/h l'impact est estimée à 1 décibel de moins. Les décibels gagnés proviennent essentiellement du revêtement et du positionnement des chambres (couvercles) qui produisent du bruit.

M. Yves Tillé, habitant du bas du village, tient à informer l'assemblée, que cette route est extrêmement dangereuse. Il estime que le projet va dans la bonne direction. Le ralentissement à 50 km/h est déjà une très bonne chose.

Mme Corinne Becker Vermeulen précise qu'elle trouve le projet très bien, mais souhaite que la communication soit faite de manière claire, en mentionnant tous les avantages de la requalification de la RC5. C'est une amélioration pour les cyclistes, pour les piétons pour les habitants et plus difficile pour les voitures. Si le but est de faire passer les véhicules ailleurs, elle est pour. Il faut juste se rendre compte qu'il n'y aura pas que des avantages pour tout le monde. **M. Flückiger** indique que les études de simulation du bureau CITEC indiquent clairement qu'il y a un report de trafic sur l'autoroute, donc moins de circulation dans le secteur.

M. David Wintgens souhaiterait savoir si la plantation d'arbres s'opposait aux subventions pour les infiltrations d'eau ou s'il est possible d'imaginer le maximum possible. **M. Flückiger** précise qu'il y aura des zones arborisées. Dans les zones d'infiltrations, il ne sera pas possible de mettre des arbres. Il faut bien se rendre compte que les eaux d'infiltrations sont relativement chargées en polluants et que les arbres vont mal réagir.

M. Christoph Affolderbach demande si dans le projet il y a bien séparation entre les cyclistes et les piétons et ceci dans les deux sens. **M. Flückiger** précise qu'il y aura séparation des cycles côté sud avec piste cyclable et trottoir. Du côté nord, le long du grand mur de vignes où il n'y a pas d'habitations, il y aura la mixité entre les cyclistes et les piétons. **M. Christoph Affolderbach** souhaite savoir s'il y a eu des discussions avec des associations tel que Pro Vélo qui ont participé à d'autres projets ? **M. Flückiger** indique qu'ils ont Pro Vélo comme interlocuteur.

M. Pascal Brander revient sur le terme plus d'activités côté sud et se demande si l'éclairage prévu est au bon endroit. Et concernant le PGEE, il y a déjà plusieurs millions dépensés à cet effet et constate que pour l'instant la RC5 est en unitaire. Il souhaite savoir si ce dernier va jusqu'à la station d'épuration ? **M. Antonio Quesada** informe qu'il y a une station de pompage environ au milieu et va jusqu'à la station d'épuration. **M. Pascal Brander** demande si tous les investissements pour le PGEE concédés à ce jour finissent dans l'unitaire. **M. Antonio Quesada** précise que le bas du Brel est évacué sur Saint-Blaise en séparatif. Toute la partie du PGEE réalisée à ce jour est en séparatif effectif.

Mme Lorena Villena Egas Sagne demande si c'est bien juste qu'il faut aller au prochain rondpoint pour faire demi-tour, pour elle ce n'est pas écologique ? **M. Flückiger** précise qu'il y aura la possibilité de tourner à gauche et à droite, mais il n'y aura plus de présélection.

M. Christoph Affolderbach donne une prise de position concernant la végétation. Il est fort dommage que les arbres prévus vont forcément mal vieillir. Il estime qu'avec le réchauffement climatique on a besoin de plus de verdure en ville. Il a été mentionné l'éclairage public, compte tenu de la restriction budgétaire, est-ce que la modernisation des éclairages publics sur le RC5 peut-être compris dans le budget du PGEE où c'est un crédit séparé ? **M. Alain Gerber, CC** précise que le crédit pour l'éclairage public a déjà été voté.

4. Procès-verbal n° 2 du 14 décembre 2020

Le PV est accepté à l'unanimité avec remerciement à son auteure

5. Nomination du bureau – président-e, vice-président-e, secrétaire pour la période 2021-2022, dès le 1^{er} juillet 2021

Présidente : *Mme Christine Javet, groupe PLR*
Vice-président : *M. Yves Tillé, groupe les Verts*
Secrétaire : *M. Gabriel Krähenbühl, groupe PLR*

Mme Christine Javet, présidente du Conseil général effectue un bref résumé de son parcours politique en mentionnant qu'elle a débuté en 1996 en tant que questrice et membre de la commission de salubrité publique et que maintenant la fonction de présidente lui permet d'affirmer que la boucle est bouclée. Elle était loin d'imaginer en entrant au Conseil général, que la politique était aussi intéressante et animée. Elle s'est intéressée à la fonction de présidente. Avec une touche de plaisanterie, elle effectue un bref rappel de la notion de présidente et des responsabilités à assumer dans cette fonction ainsi que des articles du règlement que tout membre du Conseil général doit respecter.

6. Nomination d'un membre à la Commission financière en remplacement de Mme Véronique Gobet, démissionnaire

M. Laurent Ramsbacher, groupe Verts/libéraux

7. Nomination d'un membre à la Commission de fusions en remplacement de Mme Véronique Gobet démissionnaire

M. Laurent Ramsbacher, groupe Verts/libéraux

8. Nomination d'un membre à la Commission de fusions en remplacement de Mme Sandrine Muriset, démissionnaire

M. Andreas Britz, groupe socialiste

9. Rapport du Conseil communal au Conseil général à l'appui d'une demande de crédit pour l'étude d'un plan général d'alimentation en eau

M. Alain Gerber, CC introduit le rapport

Avis des commissions

M. Laurent Besancet, Commission SITP

La commission SITP s'est réunie et a eu le privilège de prendre connaissance du rapport. Ils ont obtenu toutes les réponses à leurs questions. C'est à l'unanimité que la commission a accepté le rapport, étant persuadée que cet outil est indispensable pour la planification judicieuse de dépenses et de l'entretien futur du réseau d'eau.

M. Gabriel Krähenbühl, commission financière

La Commission s'est interrogée sur les hypothèses sur lesquelles le PGA serait construit (évolution de la commune, par exemple en termes de nouvelles constructions) et sur la pertinence de mener cette étude dans la perspective d'une potentielle fusion.

La Commission a conclu que la conduite de ce projet serait dans tous les cas avantageux, pour la Commune et qu'un PGA permettrait, pour un coût raisonnable, de réduire les risques dans un domaine dans lequel la Commune se doit de fournir un service de qualité. Les problèmes rencontrés lors des derniers incendies illustrent bien le besoin que nous avons de mieux connaître notre réseau d'alimentation en eau.

La Commission a préavisé favorablement et à l'unanimité le projet d'arrêté qui vous est soumis.

M. François Monnier, groupe PLR

Afin d'assurer une distribution irréprochable, il est nécessaire d'examiner les conduites de distribution de Valangin jusqu'à la commune d'Hauterive, dans le but d'anticiper les problèmes futurs du réseau d'eau. Le PLR a accepté à l'unanimité des membres présents la demande de crédit.

M. Joël Boss, groupe Verts'libéraux

Il est sorti de la séance de travail des Verts'libéraux qu'il est fondamental d'entretenir notre réseau de distribution d'eau potable, mais aussi important, de le voter dans toute planification. Les principaux points relevés sont importants et pour le patrimoine, permettant de fournir une eau de qualité, la sécurité mais aussi une vision plus limpide sur les futurs travaux ainsi que leur coût. Pour toutes ces raisons le groupe Verts'libéraux accepte à l'unanimité l'arrêté avec leurs remerciements pour le travail fourni pour le rapport

Mme Sabine Quiquerez, groupe les Verts

Les Verts acceptent à l'unanimité la demande de crédit.

Mme Carole Bill, groupe socialiste

Le groupe socialiste accepte à l'unanimité la demande de crédit

Lecture de l'arrêté

Votation : accepté à l'unanimité

10. Rapport des commissions de fusion et arrêté

M. Rocco Mauri, CC passe la parole au président de la commission de fusion

M. Nicolas Würsch, président de la commission de fusion introduit le rapport

M. Christoph Affolderbach. Le rapport mentionne un but sur la fiscalité, qui devrait aussi être favorable pour la commune de Neuchâtel. Il demande si ce point devra être discuté par la nouvelle commune et ne sera pas voté ce soir. **M. Nicolas Würsch** indique que ce point n'est pas soumis au vote. L'étude du coefficient fiscal fera l'objet d'une étude future du projet de fusion.

M. Nicolas Würsch tient à préciser que le rapport qui est proposé ce soir doit être voté telle quel, sans amendement. Le rapport est présenté à l'identique dans les quatre communes, avec le montant adapté au nombre d'habitants par commune.

Avis des commissions

M. Gabriel Krähenbühl, Commission financière

La Commission financière s'est intéressée à l'historique et aux étapes suivantes en lien avec le projet de fusion. Le contexte et notamment les moyens à disposition du Conseil communal ont poussé la Commission financière à préavis favorablement et à l'unanimité le projet d'arrêté.

Avis des groupes

M. David Wintgens, Groupe socialiste

Le groupe socialiste a toujours été favorable à une fusion à quatre. Ils apprécient l'arrêté tel que soumis ce soir. Ils ont une remarque concernant le rapport, mais ne l'amenderont pas. À un certain moment, il faudra faire des concessions. Ils souscrivent complètement au service public optimisé, aux infrastructures améliorées, à la gouvernance politique renforcée, mais sont dubitatifs sur la question de la fiscalité communale, dont l'objectif est déjà chiffré à ce stade et aussi attractif que celle de Neuchâtel. Il rappelle qu'il faut des moyens pour les crèches, les camps de ski pour les jeunes, les subventions pour les transports publics, pour les projets écologiques, pour les infrastructures, pour l'entretien des bâtiments, etc. Si à terme, on remarque que la fiscalité peut être baissée, nous serons les premiers à se réjouir. Mais attention aux promesses que l'on n'arriverait pas à tenir.

Mme Michèle Gillard, groupe les Verts

Le groupe dans son ensemble soutient la réalisation du projet. L'ensemble des membres du groupe a donné un préavis favorable à l'arrêté, qui n'est que la 1^{ère} étape de ce long projet.

M. Laurent Ramsbacher, groupe Verts'libéraux

Après lecture du rapport, dont ils remercient leurs auteurs, le groupe des Verts'libéraux tient à mettre en avant le point suivant :

L'arrêté a été accepté par les quatre commissions pour les 6 articles comprenant le levier de pilotage au COPIL, nécessaire aux travaux préparatoires de la fusion. Pour le groupe Verts'libéraux cela débute par un très bon signal pour ce projet d'envergure. Il est équilibré et simple. Équilibré avec une écoute réciproque et ceci est un point important pour les quatre communes. Pour ces raisons principales, le groupe Verts'libéraux accepte à l'unanimité cet arrêté.

M. François Monnier, groupe PLR

Dans le cadre de la mise en place d'un comité de pilotage (COPIL), un futur rapport concernant le projet de fusion sera fourni à l'ensemble des partis et devra être accepté par différentes communes. Ce rôle de principe pour ce processus de fusion, ainsi que la demande de crédit sont acceptés à l'unanimité des membres présents.

Lecture de l'arrêté

Vote : accepté à l'unanimité

11. Information Cité de l'énergie

Mme Martine Steiger Burgos, CC informe l'assemblée de l'avancement du label cité de l'énergie. La commune est membre depuis l'année 2000, Il s'agit d'un label pour une politique énergétique active et durable en lien avec l'utilisation efficace des énergies renouvelables et de la mobilité.

Le label couvre 6 domaines :

- Le développement et la planification urbaine et régionale
- Les bâtiments de la collectivité et installations
- L'approvisionnement et la dépollution
- La mobilité
- L'organisation interne
- La collaboration et communication

Dans chaque domaine, un catalogue de mesures est proposé à la commune. Chacune de ces mesures rapporte des points. À Hauterive, un premier état des lieux avait été effectué en 2015, avec un score de 33%. En début de l'année 2021, la somme des mesures réalisées, nous amène à un score de 51% + 8,5% supplémentaire déjà qualifiés.

Parmi les mesures planifiées ou encore à concrétiser, on peut citer:

- La révision du PAL
- Une part d'énergie fossile a diminué dans les agents énergétiques
- Une politique de stationnement plus ambitieuse
- Une amélioration dans la durabilité des achats
- Un développement et de la communication en lien avec l'énergie vis-à-vis du personnel et de la population

Ces mesures sont des sujets sur lesquels le Conseil communal travaille.

12. Communications du Conseil communal

M. Rocco Mauri, CC informe l'assemblée que la vente définitive du Château 12 interviendra au mois de décembre. Concernant le STPA, le Conseil communal est actuellement en pourparlers avec deux interlocuteurs dont une société coopérative. Il s'agit toujours de privilégier une destination pour les appartements pour les personnes âgées avec encadrement.

M. Thomas Zeller, CC fait une annonce concernant le nouveau complexe scolaire. Le concours d'architecture suit son développement comme programmé. Le jury nommera le lauréat le 8 novembre 2021. La remise du prix aura lieu le 2 décembre 2021, ainsi que la présentation de tous les projets parvenus, lors du vernissage d'une expo. La planification a commencé. Ils se sont rendu compte que si l'on prend en compte la lourdeur de tout le processus du projet public, et les appels d'offres qu'il faut faire, la planification initiale de débuter l'été 2022, avec la construction, n'est pas réalisable. Nous parlons aujourd'hui d'une planification dont la construction s'effectuera durant l'été 2023, pour après prendre possession des nouveaux bâtiments en été 2025. Concrètement, cela signifie que l'année scolaire 2022-2023 aura lieu encore dans les bâtiments existants. L'assemblée sera informée régulièrement du développement du projet.

Mme Sabine Quiquerez souhaite des précisions quant aux déplacements des classes. Pour elle, il est important de communiquer suffisamment tôt afin de préparer les enfants. Expliquer qu'ils n'auront pas de camp de ski avec Hauterive ni de fête scolaire, pas de sortie en forêt. M. Thomas Zeller indique que durant la construction, les classes 1 et 2 resteront au Jardillets 18. Les classes 7 et 8 iront au Mail, les classes 3 à 6 iront au Centre sportif où sera installée une école provisoire. Les informations doivent être communiquées assez tôt. M. Thomas Zeller indique que les camps de ski auront lieu à une nouvelle date, en mars à Leysin. L'EORÉN informera, ou a déjà informé les parents pour l'année 2022.

Mme Sabine Quiquerez demande des précisions quant au concours d'architecture. Les Verts avait déposé une motion pour le parc de la Rebatte et elle souhaite savoir si ce projet a été intégré au concours d'architecture. Quant est-il ? **M. Alain Gerber, CC.** Ce qui va se passer, c'est qu'avec tous les travaux qui se dérouleront au centre du village, il y aura beaucoup de choses à déplacer et à remodeler. Il est conscient que le Conseil communal s'est engagé à faire les travaux du parc de la Rebatte. Actuellement, on ne sait pas où sera déplacée la déchetterie. Le Conseil communal est devant un gros défi et il ne serait pas raisonnable de s'engager dans la rénovation de ce parc, tant que nous n'avons pas tous les éléments en main.

M. Pascal Brander demande un complément concernant le déplacement des écoles au Centre sportif. Une réflexion a-t-elle été faite pour le goulet d'étranglement (problématique) et fera tourner la balance pour un futur tunnel. Ne peut-on pas imaginer le déplacement du collège à un autre endroit ? **M. Thomas Zeller, CC.** Il n'y a pas encore eu de discussions sérieuses. Une étude sera lancée par un spécialiste, à savoir comment les voitures tourneront au Centre sportif. Ce collège prendra une partie du parking, il faudrait aménager des parkings à d'autres endroits pour les utilisateurs actuels. L'étude se fera encore cette année. Pour l'instant le Conseil communal n'a pas fait de lien avec la voie de contournement et le bâtiment scolaire provisoire. **M. Pascal Brander** demande si une place plus centrale pourrait être réfléchi ? **M. Thomas Zeller, CC,** indique qu'il avait parlé dans un premier temps du STPA, mais comme il y a un autre projet sur le site, il n'est pas possible de le concevoir à cet endroit. M. Pascal Brander demande si la carrière Peter ne pourrait pas être une solution transitoire. **M. Thomas Zeller, CC,** précise qu'il y a aussi un projet en cours. Le Centre sportif paraît l'endroit le plus adéquat. Un abri PC (protection civile), en bonne état peut être utilisé pour stocker du matériel, prévoir la salle des maîtres etc. il y a également des autres salles qui sont à proximité.

Mme Martine Steiger Burgos, CC ajoute que le site du Centre sportif a été unanimement salué non seulement par l'EORÉN mais également par les enseignants comme étant un site idéal pour accueillir une partie des enfants pendant la durée du chantier. M. Pascal Brander indique que le lieu est moins salué par les habitants de la Marnière et du Verger l'Ecuyer. Il pense que le choix mérite encore réflexion. Mme Steiger Burgos indique que l'avantage du Centre sportif est d'avoir une place goudronnée qui est pratiquement prête à recevoir des bâtiments provisoires. Il n'y a pas de gros travaux préparatoires à faire et de ce fait, faire des économies à ce niveau.

M. Thomas Zeller, CC tient à préciser que si l'école déplace les enfants de la 7 et 8 H, c'est l'EORÉN qui prend en charge ce déplacement. Il y aura des abonnements pour ces enfants.

13. Questions divers

M. David Wintgens indique que le canton (département de la formation et de la digitalisation et des sports) lance un appel à projet pour « ma journée à l'école », dans l'optique d'accueillir des enfants à midi et de prolonger l'école par les devoirs, voire même par des activités extra-scolaires. Un enfant qui aurait besoin de repas à midi sur Hauterive a une place garantie est-ce que l'EORÉN ou la Commune réfléchissent à

cette question « ma journée à l'école » que ce soit à court ou long terme ? **M. Thomas Zeller, CC** informe que concernant l'EORéN, une brève discussion a eu lieu au comité scolaire, pour l'instant les objectifs sont encore un peu flous. Ce qui n'est pas clair c'est combien ça va coûter et qui paye. Est-ce contraignant pour tout le monde ou est-ce sur une base volontaire. Est-ce une version améliorée du parascolaire de l'accueil écolier d'aujourd'hui. Pour le budget 2022, rien n'a été prévu par l'EORéN. La Commune a reçu un appel du Département pour participer à ce projet pilote, avec délai à mi-décembre. La Commune devrait soumettre un projet si elle souhaite participer à ce projet pilote. Il pense qu'actuellement ce n'est pas le moment d'ouvrir encore un autre chantier cette année. La Tène a renoncé, étant donné le délai très court, pour la mise en place d'un tel projet et également parce que ce n'est pas clair en ce qui concerne la partie financière et savoir qui va payer.

M. Vincent Jacot Parel demande ce qu'il advient du questionnaire que les propriétaires ont rempli il y a une année concernant l'éventuel intérêt d'un projet de chauffage à distance. Il souhaite savoir s'il est possible de communiquer les résultats de cette enquête et s'il y a des éventuelles suites à ce projet ? Mme Martine Steiger Burgos indique que les résultats définitifs ne sont pas encore connus. Des discussions sont en cours avec des contracteurs potentiels.

M. David Wintgens fait remarquer que la poste a supprimé son assortiment à disposition (livres, cartes, cahiers, enveloppes, papeterie, etc.), ce qui correspondait à un certain besoin. Il se demande quelle est la signification d'un tel changement. Selon ses informations, la poste a été déclassée en « mini » office et demande si la Commune qui avait déjà pris contact avec la poste, ne pouvait pas reprendre langue avec cette dernière.

La séance est levée à 21h50

La rédactrice
Manuella Sarret

La Présidente :

Le Secrétaire:

Sandrine Muriset

Yves Tillé